

72^e anniversaire de la reddition de l'Allemagne nazie

Mesdames et messieurs,

En ce 8 mai 2017, nous célébrons la reddition sans condition de l'Allemagne nazie.

Il y a 72 ans, en France, le conflit prenait officiellement fin. La capitulation avait été signée la veille à Reims. On se battait encore en quelques poches à l'ouest où l'armée allemande résistait aux Alliés. A l'est de l'Europe, tous les camps n'avaient pas été libérés.

Avec les prisonniers et les déplacés, les déportés avaient commencé à rentrer. Leurs silhouettes squelettiques exprimaient la souffrance qu'ils avaient endurée. Elles témoignaient aussi des fourvoiements du régime nazi qui, né de la crise de l'entre-deux-guerres, avait su transformer la misère en haine, la haine en système.

Eux venaient de rentrer.

Mais des millions d'autres ne reviendraient pas, gazés dès leur arrivée au camp, ou morts d'épuisement et des sévices ensuite quand ils avaient eu la chance d'échapper à la première sélection.

En ce printemps 1945, sur leur corps, dans leurs yeux, sur leur visage, les rescapés portent les stigmates du naufrage de l'Europe. A leur retour, beaucoup expliqueront qu'au moment où ils vivaient l'enfer, ils avaient éprouvé la nécessité de le raconter un jour, si d'aventure ils revenaient. C'est même cette volonté de dire qui leur avait donné une motivation supplémentaire pour survivre.

Témoigner, c'est une idée qui a accompagné Germaine Tillion durant sa captivité, puis durant les neuf années qui ont suivi son retour de Ravensbrück. Dans les nombreux entretiens qu'elle a accordés, elle explique comment, après guerre, par un travail méticuleux de consignation, elle s'est efforcée de relier les expressions individuelles aux grands faits historiques pour que les souvenirs des rescapés ne demeurent pas seulement des récits personnels que le temps viendrait dissiper ou atténuer. Une fois datés, précisés, vérifiés, elle voulait qu'ils puissent rejoindre la grande histoire pour justement mettre de l'humain dans l'histoire. Car »

» les hommes se remettent d'une telle *Traversée du mal*, pour reprendre le titre de l'un de ses ouvrages, s'ils acceptent d'en comprendre les mécanismes politiques autant que les effets individuels.

Dans sa soif de dire, il y avait aussi cette conscience que seule la vérité engendre la connaissance. Demain, pour ne pas être remis en cause, le récit de cette histoire ne devrait souffrir d'aucune inexactitude, ne devrait inspirer aucun doute ni aucune suspicion.

Que penserait-elle de notre époque Germaine Tillon ?

Que penserait-elle de notre monde qui est capable de faire des nouvelles technologies de la communication, aussi bien des instruments fabuleux de la diffusion du savoir que d'effroyables courroies de transmission du mensonge ?

Aux Etats-Unis, l'élection présidentielle aura révélé l'ampleur de ce nouveau péril où vérités et mensonges ne se distinguent plus d'emblée, où rien ne ressemble plus au vrai que le faux, où il est devenu si difficile de faire la part des choses.

Ce phénomène s'est invité dans la campagne présidentielle française. Chaque jour a connu son lot de fausses nouvelles et d'impostures.

L'une d'elles a d'ailleurs consisté en un travestissement grossier des symboles de la Seconde guerre mondiale et de la Résistance.

Claude Cordier, l'ancien secrétaire de Jean Moulin, l'un des 11 derniers Compagnons de la Libération, s'est exprimé dans une édition du Journal du dimanche pour rappeler que l'extrême droite n'est pas et ne sera jamais l'héritière du général de Gaulle.

Revendiquer cet héritage est une tromperie destinée à adoucir en surface un discours pourtant profondément opposé au gaullisme. Début avril, lorsque la candidate du Front national affirme que la France n'est pas responsable du Vel d'hiv, **qui prétend-elle réveiller, à qui entend-elle parler, à quoi cela sert-il d'instiller cette confusion aussi fausse qu'inutile ?**

Dans ce contexte de mystification, au camp des Mille, près de Marseille, où le régime de Vichy a enfermé tant d'intellectuels et d'artistes qui avaient fui le nazisme, d'anciens déportés ont jugé nécessaire d'alerter sur le jeu insidieux de l'extrême droite qui falsifie les valeurs de la République. Car la République interdit formellement de refuser des enfants à l'école sous prétexte qu'ils sont d'origine étrangère.

Car la République ce n'est pas l'exclusion de tel ou tel groupe sous des motifs dont l'apparent bon sens est toujours fallacieux.

C'est tout le contraire. Elle est garante d'inclure dans la société chacun de ses groupes. **Stigmatisation, discrimination, ségrégation ne signifient pas liberté, égalité, fraternité.** Qu'advient-il le jour où les victimes du régime nazi et de la France de Vichy auront tous disparu ?

Qu'advient-il quand ces femmes et ces hommes ne seront plus là pour s'indigner des manipulations ?



» Cette cérémonie anniversaire survient au lendemain de l'élection du président de la République. Dans ce second tour, la République a tenu bon. **Mais nous ne sortons pas sains et saufs des débats qui ont agité notre pays. La responsabilité, qui incombe au futur gouvernement, est immense.** Elle est à la hauteur des problèmes auxquels nous sommes collectivement confrontés.

Si notre époque n'est pas celle des années trente, elle en épouse les troubles, les difficultés, les dérives. Aujourd'hui, en s'additionnant, les crises économiques, sociales et morales conjuguent leurs effets. Elles augmentent le sentiment d'impuissance. Elles nourrissent le désespoir. « Nous sommes dans un creux historique d'incertitudes et *d'angoisses, qui provoquent les régressions de repli* », disait il y a quelques jours le sociologue Edgar Morin dans les colonnes du journal Le Monde. **Le futur gouvernement ne pourra pas diriger notre pays à l'aveugle, les yeux seulement rivés sur son horizon, s'évitant ainsi de regarder ce qui se passe sur ses côtés.**

Le 8 mai 1945, après tous les ravages qu'avait fait la guerre, des femmes et des hommes inspirés ont pensé que l'Europe pouvait être un remède aux nationalismes.

Ils ont imaginé une Europe nouvelle, une Europe économique, en préfiguration d'une Europe politique. Ils ont réussi. La guerre s'est éloignée. Mais ils n'avaient pas imaginé qu'un jour, moins d'un demi-siècle plus tard, la mondialisation viendrait rebattre les cartes. Ils n'avaient pas imaginé non plus que, sur les crises, les nationalismes ressurgiraient, faisant du sabordage de l'Europe le fil conducteur de leur discours.

Aujourd'hui, dans la plupart des têtes, l'Europe, dont on ne veut voir que les dérives technocratiques, est devenue la mère de tous les maux et de toutes les désillusions.

Il faudrait en sortir pour aller mieux. Il faudrait s'affranchir de sa monnaie pour retrouver de la vigueur économique. Il faudrait en fermer les portes et même en condamner les frontières intérieures pour se protéger des fanatiques. Il ne faudrait plus regarder le monde que par nos écrans d'ordinateur.

Moi je crois, au contraire, que nous résoudrons bien nos problèmes qui sèment tant de détresse le jour où nous aurons réussi à retrouver l'espoir des pères fondateurs, le jour où nous voudrions à nouveau aller vers une Europe humaine et politique.

En 1872, Victor Hugo en appelait aux Etats-Unis d'Europe pour remédier à la fraternité féroce des empereurs qui finissait toujours par une guerre. « Nous aurons, disait-il *la patrie sans la frontière, (...) le commerce sans la douane, la circulation sans la barrière, l'éducation sans l'abrutissement...* ».



Etonnante modernité que ce propos dans notre monde où les populistes ont la férocité des empereurs. Que ce soit Victor Hugo, écrivain emblématique de la France, qui donne à lire et à entendre, 150 ans plus tard, une vision si lucide et si prophétique, nous donne aujourd'hui, en cette journée anniversaire de la capitulation de l'Allemagne nazie, des repères et une espérance.

Jean-Paul Bret
maire de Villeurbanne

